



**Retiens
la nuit**

La capitale de l'Europe
se dote d'un réseau de
bus noctambules.



Photos: Musée de la Ville de Bruxelles - Maison du Roi

LES 200 PERSONNES QUI FONT BOUGER BRUXELLES

ANNIVERSAIRE - A l'occasion du 200^e numéro de «La Tribune», nous avons choisi 200 personnalités qui font battre le coeur de notre région. Dans tous les domaines d'activités, elles sont les témoins de sa richesse, de son dynamisme et de sa diversité.

Numéro «Collector»

Moneytrans

www.moneytrans.be
Tel. 02 227 18 20

La manière la moins chère pour transférer de l'argent

AFRICA
Transfert D'Argent

BENIN · BURKINA FASO · BURUNDI · CAMEROON · CONGO · GHANA · GUINEA · IVORY COAST · MAURITANIA
MOROCCO · NIGERIA · REP.DEM.of CONGO · RWANDA · SENEGAL · SIERRA LEONE · SOUTH AFRICA · TOGO





édito

par Baudouin Peeters, rédacteur en chef

L'heure de l'alternance a sonné

Depuis que la Belgique est devenue un Etat fédéral, le PS est au pouvoir, à tous les niveaux, sans interruption. Cela fait aujourd'hui quasi 20 ans. Il est omniprésent dans toutes les strates de la société : du sommet à la base des administrations, dans l'enseignement, les intercommunales, le conseil d'administration des télévisions et des entreprises publiques, les asbl culturelles et sportives, les hôpitaux, les délégations à l'étranger, les logements sociaux... Dans la réalité quotidienne, il ne fait plus qu'un avec l'Etat. C'est une situation unique au monde parmi les Etats démocratiques. Il serait sain, pour notre pays comme pour le PS d'ailleurs, d'avoir une alternance. L'exemple de la cure d'opposition forcée des CVP-PSC, au pouvoir pendant 40 ans, et aujourd'hui réformés et revigorés, avait permis de faire entrer la société belge dans la modernité. Il montre à quel point l'alternance en politique est souhaitable parce

que notre pays a grandement besoin de réformes. Ainsi, au-delà de la nécessaire union nationale et prise de conscience pour le climat, la réforme de notre système de chômage doit être la priorité des priorités. Il est tout à fait indécent de demander à tout jeune qui termine ses études de devoir s'inscrire au chômage pour un stage d'attente sans véritablement identifier quels sont ses points forts et faiblesses, sans aucun "coaching" professionnel et le cas échéant, sans lui proposer une formation complémentaire efficace. L'hypocrisie de l'allocation de chômage (entre 600 et 800 €), automatique et à durée indéterminée, sans contrepartie, est, à ce titre, consternante. Faire commencer un jeune dans la vie active par une allocation est le pire des signaux. De même, ce système est tout aussi inadapté à la situation d'un père de famille de deux enfants qui perd son travail.

Cette situation est encore plus critique à Bruxelles et particulièrement parmi les jeunes d'origine étrangère, à qui il faut donner toutes les chances de bénéficier de l'ascenseur social par le travail. Or, le PS entretient cette forme d'assistanat et refuse de la voir évoluer. Les partis flamands, en ce compris le SP.A, en sont à ce point courroucés qu'ils cherchent prétexte à plus d'autonomie pour se débarrasser de ce mode de gestion alors que, dans les faits, une grande majorité des néerlandophones est profondément attachée à notre pays. Comme le proposent beaucoup de démocrates européens modernes, il faut redéfinir la notion de justice sociale pour que l'Etat Providence renouvèle privilège l'éducation, le travail et la responsabilité, seuls capables de donner à tous les clés pour réussir et s'épanouir. La survie et le redéploiement du modèle "Belgique", berceau de l'idéal européen et au carrefour des cultures, est à ce prix.

HUMEUR ALLOCHTONE

PAR MEHMET KOKSAL

Une prime aux dérapages ?

Il ne suffit pas d'être un candidat issu d'une minorité ethno-culturelle pour échapper aux discours ultranationalistes et négationnistes. Ainsi, lors d'un récent débat électoral turco-turc organisé à Schaerbeek, Ergün Top (CD & V) et Halis Kökten (CDH) ont à nouveau ouvertement fait campagne sur la négation du génocide arménien comme ont pu le faire à d'autres moments des candidats comme Sait Köse et Sadik Köksal (MR) sans oublier le plus célèbre des négationnistes, Emir Kir (PS), jouant constamment sur un double discours pour tromper l'électorat démocrate. Cette attitude nauséabonde vise essentiellement à engranger à court terme des petites voix de préférence sans se soucier de la mémoire des victimes. Mais la négation du génocide arménien à des fins de propagande électorale est devenue si banale que les partis politiques préfèrent nier cette négation quand ils n'accordent pas une prime aux dérapages négationnistes. La minimisation et la justification des comportements indéfendables par les états-majors de partis indiquent également une excellente santé et une grande flexibilité. Ainsi, la presse flamande avait largement émis des doutes quand le député Cemal Cavdarli (SP.A) avait profité des congés payés parlementaires pour effectuer son service militaire turc. Aujourd'hui, Ergün Top, le 8^e candidat chrétien-démocrate flamand et conseiller d'Yves Leterme, déclare très sérieusement que non seulement il compte, s'il est élu sénateur belge, effectuer son service militaire turc mais également se battre contre la Belgique, si nécessaire, en cas de conflit armé avec la Turquie. C'est évidemment purement théorique et un conflit armé avec un pays allié membre de l'Otan est hautement improbable mais l'hypothèse d'un tel choix fait froid dans le dos. Il serait utile que les partis tracent les limites de l'acceptable avant qu'il ne soit légèrement trop tard...

Nuisances sonores des avions

L'Etat sommé de payer les astreintes !

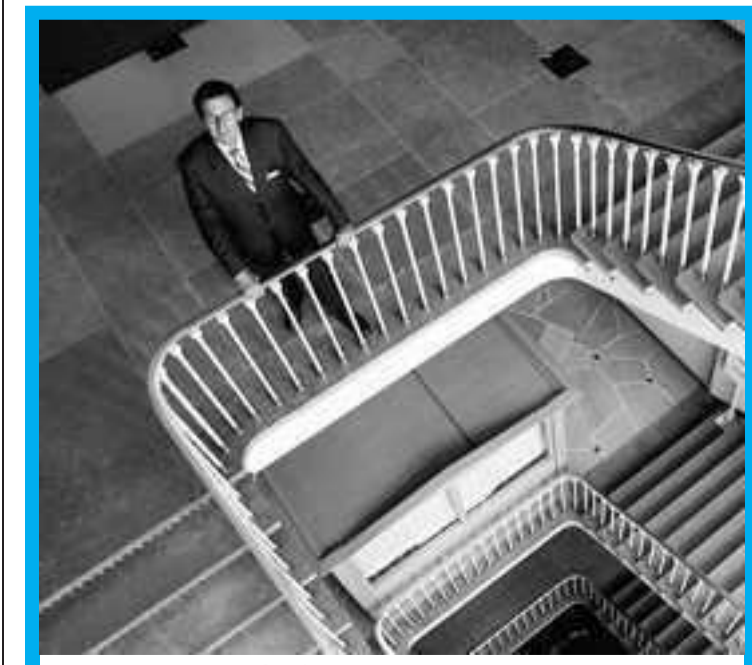
Jeudi dernier, un huissier de justice a sommé le ministre de la Mobilité Renaat Landuyt, de procéder au paiement de 50 000 euros d'astreintes que lui réclame une association de riverains de l'aéroport de Bruxelles-National, "Bruxelles Air Libre Brussel". Conformément à une décision de justice de février dernier, l'association est autorisée depuis le 10 mai à exiger le paiement d'astreintes pour chaque survol de Bruxelles effectué dans le cadre du plan Anciaux de dispersion et constaté en infraction par rapport aux normes bruxelloises de bruit. Et justement, dix infractions aux normes de bruit bruxelloises ont été relevées le 15 mai dernier entre 6 heures et 7 heures du matin. C'était prévisible : le ministre Landuyt ne veut pas payer et a intenté une action en référé pour contes-

ter le paiement de ces astreintes. Les plaidoiries auront lieu le 27 juin. Toujours est-il que l'avocat de l'association, M^e Beauthier, a confirmé que Bruxelles Air Libre se tenait prêt à activer la procédure de saisie de biens de l'Etat. Le cdH a déploré, une énième fois, que l'inaction de la majorité libérale-socialiste a empêché de dégager une solution dans ce dossier.

Ce n'est qu'un début
L'association a précisé qu'elle maintiendrait la pression durant l'été, notamment en vérifiant régulièrement les relevés acoustiques de Bruxelles-Environnement, une procédure plus lente. Elle n'exclut pas non plus d'effectuer elle-même de nouvelles mesures acoustiques.



La chute d'Icare de Breugel l' Ancien, bientôt saisie ? (DR)



Jacques Vandenhoute forcé de rester au balcon. (Photo : D.B)

Woluwe-Saint-Pierre Petites querelles entre amis

Jacques Vandenhoute semble avoir du mal à digérer. Le collège de Woluwe-Saint-Pierre a redistribué les compétences de l'ancien maire sampétrusien dont avait hérité Willem Draps, le bourgmestre faisant fonction. Pour rappel, Jacques Vandenhoute a été déchu de son mandat de conseiller communal. Le collège juridictionnel bruxellois l'a sanctionné pour avoir, lors des dernières élections communales, dépassé le montant autorisé des dépenses de campagne. L'intéressé a introduit un recours au Conseil d'Etat qui a posé une question préjudicielle à la cour d'arbitrage.

Trop pour un seul homme
Pour expliquer cette redistribution des cartes, Willem Draps a déclaré

qu'il fallait continuer à assurer la bonne gestion de la commune dans les meilleures conditions et qu'il ne pouvait assumer à lui seul toutes les compétences dévolues à l'ancien bourgmestre en plus des siennes. Willem Draps garde ainsi la Police et la Sécurité. Serge de Patoul reçoit les Relations européennes; l'Information communale est confiée à Anne-Charlotte d'Ursel; Jean-Claude Laes hérite des Sports; Le Protocole et les Manifestations publiques vont à Béatrice de Spirlet et, enfin, Carla Dejonghe reçoit les Classes moyennes et les Animations commerciales. Par ailleurs, Willem Draps a repris à son service deux des quatre personnes du cabinet de Vandenhoute. Les deux autres employés sont détachés

dans les asbl dont Jacques Vandenhoute est toujours président. Mais ce dernier pense que cette initiative aurait pu attendre, le temps que les procédures soient terminées. "Willem Draps devrait faire preuve de plus d'estime et de respect à l'égard de celui qui a donné la majorité absolue à sa liste. Il n'y avait aucune urgence d'autant qu'il n'y a plus de normes budgétaires à prendre. C'est un coup bas ignoble". "Je suis attristé par sa réaction mais je précise qu'il s'agit d'une situation temporaire tant qu'il n'y a pas eu un arrêt sur le fond de l'affaire", répond Willem Draps. A sa décharge, il faut savoir qu'il a renoncé au traitement de bourgmestre alors que la loi l'autorise à en bénéficier. Ambiance, ambiance...